



10^{ème} Session plénière du Groupe Pilote pour les Financements innovants du développement

Madrid 27 février 2012



Résumé

La 10^e Session Plénière du Groupe Pilote a été inaugurée par le Secrétaire Général de la Coopération espagnol, **M. Gonzalo Robles**. La plupart des pays membres étaient représentés ainsi que des organisations internationales, Organisations Non Gouvernementales et fondations associées aux travaux du Groupe. Le Secrétariat Permanent du Groupe pilote était représenté par **M. Jean-Baptiste Mattéi**, Directeur Général de la Mondialisation, des Partenariats et du Développement (France).

La première session a été l'occasion de mettre en lumière le rôle de plaidoyer du Groupe pilote dans les enceintes multilatérales. Ont pris part à ces échanges des représentants de la société civile (Oxfam), les ministres de plusieurs pays membres (**Cambodge, Djibouti, Gabon, Guinée, Mali, Nigéria, République Centrafricaine**) et des organisations internationales : le Secrétariat Général des Nations Unies (**SGNU**), Programme des Nations Unies pour le Développement (**PNUD**), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (**UNESCO**), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (**FAO**), Organisation Mondiale de la Santé (**OMS**) notamment.

La session de l'après-midi a été consacrée à des ateliers thématiques : sécurité alimentaire, éducation, santé, flux illicites et évasion fiscale, taxe sur les transactions financières et transferts de migrants. Elle a fait le point sur les avancées réalisées par les différentes task forces du Groupe Pilote.

Enfin, la session de clôture, sous l'autorité de la présidence et du Secrétariat Permanent du Groupe Pilote, a permis de définir un agenda commun et des pistes d'action. La Déclaration de Madrid (résumé de la présidence) a également été adoptée en fin de session.

Principaux résultats de la 10^e session plénière de Madrid:

- Présentation d'une revue des financements innovants existants (ouverte aux amendements des membres du Groupe) ;
- Organisation en partenariat avec les Nations-Unies d'un événement du Groupe Pilote en marge de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) ;
- Conférence africaine sur les stratégies de mobilisation des financements innovants (proposé par la Guinée en 2012) ;
- Volonté de renforcer les liens entre les travaux du Groupe Pilote et ceux des Nations Unies ;
- Adhésion du PNUD et du Secrétariat du Commonwealth ;
- Adoption d'une déclaration finale (résumé de la présidence) ; nouvelle présidence du Groupe à venir (intérim assuré par le Secrétariat Permanent).



Ouverture

L'inauguration de la 10^e Session Plénière du Groupe Pilote a été assurée par la Présidence espagnole, représentée par le **Secrétaire Général de la Coopération espagnol, M. Gonzalo Robles**. Il a réaffirmé l'engagement de l'Espagne en faveur des financements innovants pour le développement (FID) et souligné le chemin parcouru depuis le Sommet de Monterrey en 2002. Rappelant le rôle conjoint que doivent jouer le secteur public ainsi que le secteur privé dans cette perspective, il a enfin mis en évidence l'importance des différentes task forces en assurant le Groupe du soutien de l'Espagne.



Gonzalo Robles et M. Jaime Atienza

La parole a ensuite été donnée à **M. Jaime Atienza**, représentant de l'**ONG Intermón Oxfam**, qui a rappelé l'importance de garanties d'efficacité dans la recherche de financements pour le développement. Il a également mis en avant le rôle essentiel du secteur privé et des pays émergents à cet égard. Enfin, il a salué le rôle moteur du Groupe dans la démonstration de la faisabilité technique d'une taxe sur les transactions financières (TTF) et a appelé, au nom de la société civile, à la mise en place collective d'une telle taxe.

Session Plénière : Le plaidoyer du Groupe Pilote dans les enceintes internationales

Cette séquence a été l'occasion pour plusieurs pays, organisations internationales et représentants de la société civile de prendre la parole au sujet du rôle de plaidoyer du Groupe Pilote dans les enceintes internationales. Le débat était présidé par le **Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les financements innovants, P. Douste Blazy**.

M. Douste-Blazy a ouvert la séance par la lecture d'un message adressé par le Secrétaire Général des Nations Unies (SGNU) **M. Ban Ki-Moon** à la 10^{ème} Session plénière qui soulignait notamment « *la nécessité de développer les mécanismes innovants existants et d'explorer de nouvelles initiatives* ». Il a de plus rappelé le rôle du Groupe Pilote afin d'« *identifier les mécanismes les plus bénéfiques pour le développement, et d'agir rapidement vers leur mise en œuvre* ».

Le Ministre guinéen de la Coopération, **M. Koutoub Moustapha Sano**, a ensuite exprimé sa volonté de mobiliser les Etats africains autour d'une conférence consacrée aux financements innovants pour le développement à Conakry en 2012.

M. Alex Trepelkov, Directeur du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a salué les résultats atteints par les FID dans le secteur de la santé tout en rappelant l'importance d'œuvrer en faveur d'un changement d'échelle pour financer d'autres secteurs du développement. M. Trepelkov a également abordé la question de l'efficacité des projets financés grâce aux financements innovants en précisant qu'un suivi plus rigoureux (par des évaluations d'impact notamment) permettrait de renforcer le plaidoyer en faveur des FID.

Plusieurs Etats membres se sont aussi exprimés par les voix de leurs ministres. **M. Tayi Ngy**, Secrétaire d'Etat des Finances du Cambodge, a ainsi affirmé le soutien de son pays aux FID et en particulier aux mécanismes de taxation des transports aériens et maritimes. **Mme Dorothee Aimée Malenzapa**, Ministre de la Coopération centrafricaine, et **M. Shamsudeen Usman**, Ministre de la Planification Nationale nigérian, ont salué l'initiative de **M. Koutoub Moustapha Sano** en faveur d'une conférence africaine sur les FID. Soulignant le rôle essentiel des financements innovants et l'atout qu'ils représentent pour le financement plus durable et prévisible du développement de leur pays, les ministres ont néanmoins déploré les conditions sécuritaires difficiles qui entravent le développement économique et social de leurs pays.

Les autres délégations nationales (**Algérie, Belgique, Burundi, Chypre, Djibouti, Gabon, Italie, Japon, Jordanie, Maroc, Nigeria, Norvège**) ont également participé au débat, de même que de nombreuses Organisations Internationales (**PNUD, FAO, OMS, UNESCO**, Organisation Internationale de la Francophonie (**OIF**), Organisation Mondiale du Tourisme (**OMT**), notamment). Les représentants de la société civile étaient eux aussi présents, à travers des ONG (**Ubuntu** et Intermón **Oxfam**) et la **Fondation Bill & Melinda Gates**. Ubuntu, par la voix de son Directeur **M. Manuel Manonelles**, s'est montré particulièrement attaché au resserrement des liens entre le Groupe pilote et les Nations Unies et a souligné le rôle que la société civile pouvait jouer pour favoriser une meilleure intégration de l'agenda onusien avec celui du Groupe Pilote.



Ateliers Thématiques

L'après-midi a été consacré à des ateliers thématiques liés aux task forces du Groupe Pilote, sous l'autorité de binômes pays/organisation internationale. Ces ateliers thématiques ont permis aux groupes de travail de rendre compte des **avancées effectuées dans les différents secteurs grâce aux recommandations des rapports d'expertise**. Les intervenants ont ainsi mis en avant l'utilité **de cette expertise pour démontrer la faisabilité** d'une palette de **financements innovants pour le développement**, assis sur les activités ayant le plus bénéficié de la mondialisation (finance, tourisme, transports, communication). Ces rapports (notamment ceux consacrés à la santé et à l'éducation) doivent être exploités au mieux pour concrétiser l'action diplomatique du Groupe Pilote.

A cette occasion, **le rôle de la philanthropie privée**, dont le potentiel dans l'aide au développement fait consensus, a été souligné, à l'occasion du nouveau rapport proposé par le Groupe. Le Groupe Pilote a ainsi confirmé sa volonté de **renforcer ses liens avec le secteur privé** pour mobiliser davantage de ressources au service des pays les plus pauvres. Plus généralement, les ateliers thématiques ont souligné les **progrès réalisés dans la mise en œuvre de FID par les membres du Groupe**, tant pour la **réduction de la pauvreté** que pour la préservation des **biens publics mondiaux** en complément de l'APD.

Atelier 1 : Education de base (CAMBODGE/UNESCO)

M. Tayi Ngy, Secrétaire d'Etat des Finances du **Cambodge**, a d'abord salué les conclusions du dernier rapport d'experts de la taskforce : « Innovative Financing : Moving Forward » (disponible sur le site du Groupe Pilote leadinggroup.org). Il s'est de plus engagé à étudier avec attention les mécanismes qui y sont proposés. Il a enfin déclaré que le Cambodge tendait vers l'objectif de consacrer 20% de son budget à l'éducation et a invité ses pays partenaires à en faire de même.

L'**UNESCO**, par la voix de **M. Olav Seim**, Directeur de l'équipe du Partenariat Mondial pour l'Education Pour Tous, a présenté les conclusions du deuxième rapport de la taskforce Education. M. Seim a également souligné que même si de nombreux progrès sont effectués en matière d'éducation, ce secteur ne doit pas être oublié dans les politiques de financement du développement, les avancées restant inégales selon les régions.

Mme Ilona Genevois et **M. Sylla**, représentants de l'**Institut International de Planification de l'Education** (IIPÉ), ont mis en avant les atouts des partenariats public-privé dans le secteur de l'éducation en présentant les avancées de l'initiative commune UNESCO-IIPÉ, Microsoft et Orange pour les Systèmes d'information de gestion de l'éducation (SIGE). De nombreux pays ont manifesté leur intérêt pour cette initiative et le projet pilote lancé en Côte d'Ivoire pourra rendre compte de ses résultats dès 2012.

Atelier 2 : Sécurité alimentaire (MALI/FAO)

Sous l'autorité de la **présidence Malienne de la task force**, représentée par **M. Younoussa Traoré**, de la direction de la Coopération Multilatérale du Ministère des Affaires Etrangères, les débats consacrés à la sécurité alimentaire ont été marqués par l'intervention de **M. Maurizio Malogioglio**, chargé de mission à l'**Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture** (FAO), qui a souligné l'importance d'établir de nouvelles sources de financement au service de la sécurité alimentaire et du développement rural (idée d'une taxe sur les transactions des marchés agricoles). Par ailleurs, le principe de la mise en place de partenariats public-privé a également été évoqué.

Mme Chitra Deshpande, économiste au **Fonds International de Développement Agricole** (FIDA), a rappelé que, d'ici 2050, il sera nécessaire d'augmenter de 70% la production agricole au niveau mondial afin de nourrir 9 milliards d'êtres humains. Elle a mis en avant la nécessité de faciliter l'accès aux crédits pour les agriculteurs afin de favoriser une augmentation de leur productivité. A cette occasion ont aussi été mentionnés les transferts de fonds de migrants qui pourraient être, en partie, investis dans des coopératives agricoles (voir également atelier dédié).

Atelier 3 : Santé (ESPAGNE, OMS, UNITAID, GAVI)

Cette séquence a permis de rappeler les avancées réalisées en matière de financements innovants dans le secteur de la santé, en prenant appui sur le résumé des conclusions du dernier rapport de la task force Santé (disponible sur www.leaginggroup.org). Le délégué de l'**Organisation Mondiale de la Santé** (OMS), l'économiste **M. Mark Goodchild**, a ainsi présenté un projet de « contribution de solidarité sur le tabac », qui consisterait en une taxe sur la vente de cigarettes et qui viendrait s'ajouter aux taxes déjà perçues au niveau national. Une taxe de 0,1 dollar par paquet pourrait selon lui rapporter 6,2 milliards de dollars par an. **M. Douste-Blazy**, **président d'UNITAID**, a ensuite mentionné la mise en place d'une Communauté de brevets (UNITAID Medecines Patent Pool), par lequel les laboratoires pharmaceutiques cèdent aux laboratoires producteurs de génériques des licences leur permettant de produire des médicaments commercialisés à moindre coût.

Le représentant de l'**Alliance GAVI** (Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation), **M. Paolo Sison**, a souligné le potentiel des partenariats public-privé (notamment le GAVI Matching Fund) dans le domaine de la santé et affirmé que ceux-ci pouvaient permettre des engagements de long terme, pour des financements stables en matière de vaccination. Lors du dernier Forum de Davos, 25 grandes sociétés privées se sont engagées auprès de GAVI pour participer à des mécanismes de financements innovants. Pour M. Sison, d'autres pistes restent à explorer pour exploiter au mieux l'expertise du secteur privé au service du développement. La coopération de compagnies de téléphonie mobile pourrait notamment contribuer à mettre en place une gestion plus fiable des stocks de vaccins par l'envoi de messages aux centres de santé.

Plusieurs pays (La **République Centrafricaine**, le **Japon** et **Chypre** notamment) sont intervenus pour réaffirmer la nécessité de mettre en œuvre des engagements stables et de longue durée en matière de santé et souligner l'importance des synergies entre les secteurs publics et privés.



Atelier 4 : Flux financiers illicites et évasion fiscale (NORVEGE/GUINEE)

Dans la suite des travaux initiés par le Groupe sous présidence Norvégienne en matière de lutte contre les flux illicites, la **Norvège**, représentée par **M. Hakon Gulbrandsen**, conseiller spécial et ancien Secrétaire d'Etat à la Coopération du Ministère des Affaires Etrangères norvégien, a présenté l'état d'avancement des travaux de la taskforce. M. Gulbrandsen a souligné l'importance des montants que représentent les flux illicites, qui s'élevaient à 1 300 milliards \$ en 2009, ainsi que leurs liens étroits avec les trafics criminels. L'impératif de la transparence s'impose dans ce contexte, avec par exemple la publication complète par les multinationales de données relatives à leurs activités ou la connaissance approfondie des partenaires des entreprises. La task force en a ainsi appelé à l'adoption d'une convention internationale sur la transparence.

M. Koutoub Moustapha Sano, Ministre de la Coopération guinéen, a ensuite salué les travaux de la task force présidée par la Norvège qui a permis d'assurer une visibilité internationale à cette thématique. Ces travaux permettent, entre autres, de faire avancer le projet de Déclaration sur la transparence de la gouvernance financière et la lutte contre les flux illicites de capitaux évoqué lors du Sommet Afrique France de juin 2010.

Atelier 5 : Taxe sur les Transactions Financières (TTF) (FRANCE/STAMP OUT POVERTY)

La **France**, par la voix de **M. Jean-Baptiste Mattéi**, Directeur Général de la Mondialisation, des Partenariats et du Développement, a rappelé les progrès accomplis depuis la mise en place d'une task force spécifique en 2009 : rapport d'expertise, projet de traité international (coordonné par **M. Lieven Denys** et permettant aux pays qui mettraient en œuvre une telle taxe d'en affecter collectivement une partie du produit au développement), déclaration du Groupe Pilote en faveur d'une TTF soutenue par plusieurs pays, mention d'un menu d'options dont la TTF dans la Déclaration finale du G20 de Cannes. Il a rappelé la mise en place effective d'une telle taxe en France à partir d'août 2012. **M. David Hillman**, Directeur de **Stamp Out Poverty**, s'est attaché aux étapes européennes et au rôle moteur du Groupe Pilote depuis 3 ans, tout en s'inquiétant du « risque de gagner la bataille et de perdre la guerre » (i.e. de gagner sur l'instrument mais d'en voir le produit détourné des enjeux de développement). Il a également émis l'idée soutenue par plusieurs délégations d'une Conférence réunissant tous les pays ayant déjà mis en place une TTF aujourd'hui afin de déterminer si une fraction du produit pourrait être affectée au développement.

Atelier 6 : Transferts de Fonds de Migrants (ITALIE/FIDA)

L'**Italie**, avec **M. Basilio Toth**, (de la Direction générale des questions globales au Ministère des Affaires Etrangères), a souligné l'importance de la dimension technique des travaux du Groupe Pilote. Il a invité les membres à s'appuyer davantage sur les rapports d'experts pour

évaluer les possibilités de mise en place des mécanismes. Il a fermement rappelé le caractère décisif de l'année 2012 pour avancer dans le sillage de la Déclaration finale du G20 dont le paragraphe 77, consacré aux transferts de fonds de migrants, engage les Etats membres à travailler en faveur d'une réduction des coûts moyens de transferts de 10 à 5% d'ici 2014. M. Toth a également évoqué les activités du Groupe de travail de la Banque mondiale sur les transferts de migrants et souligné l'importance des principes généraux établis par la Banque mondiale et adoptés en G8 et G20. Le principe de transparence a notamment été présenté comme essentiel pour le renforcement de la protection des consommateurs.

M. Robert Meins, spécialiste sur les transferts de migrants au **FIDA** a mis en avant les travaux de la facilité financière pour les transferts de migrants qui a permis de lever 22 millions de dollars afin d'élargir les opportunités économiques des zones rurales grâce à de meilleurs services de transferts de fonds des migrants. M. Meins a souligné l'importance de la réduction des coûts de transferts pour garantir l'amélioration des conditions de vie des migrants et les encourager à utiliser les canaux formels. En réponse à une intervention de **M. Miguel Angel Gil**, du **Ministère de l'Emploi et de la Sécurité Sociale espagnol**, soulignant le manque de données sur l'impact des transferts de migrants sur le développement de leurs pays d'origine, M. Meins a affirmé que ces transferts financiers permettaient de toute évidence de booster la consommation des bénéficiaires et ainsi de contribuer à la croissance économique des pays en question.

Le représentant du Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale espagnol a souhaité attirer l'attention de l'assistance sur le fait que les transferts de migrants ne concernaient pas les couches sociales les plus défavorisées puisque très peu de migrants en sont issus. La réflexion sur le potentiel des transferts de migrants pour le développement des pays d'origine doit donc prendre en compte le risque de voir se creuser un écart entre les populations bénéficiant de l'aide financière des émigrés et les populations les plus pauvres pour qui l'émigration n'est pas envisageable.

Atelier 7 : Lutte contre le Changement Climatique

L'**Equateur**, représenté par **Mme Analiz Vergara** de l'ambassade à Madrid, a présenté l'initiative Yasuni ITT, qui constitue un projet de non-exploitation d'une réserve pétrolière en Amazonie estimée à 850 millions de barils contre une compensation financière internationale de 3,6 milliards de dollars étalée sur 15 ans. Les fonds ainsi levés permettent à l'Equateur de financer des projets liés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à la santé, l'éducation et le tourisme durable entre autres. Le **PNUD**, représenté par **Mme Gail Hurley**, a rappelé l'importance de la dimension durable du développement et des trois piliers complémentaires qui la définissent : social, économique et environnemental. Le PNUD favorisera l'inclusion de la question du financement du développement, et des financements innovants en particulier, à l'agenda de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de Rio en juin 2012. Ce sommet doit permettre au Groupe Pilote (i) de sensibiliser ses partenaires au potentiel des FID pour mobiliser des ressources en faveur du développement durable et (ii) de renforcer les liens entre le Groupe Pilote et les Nations Unies. Le PNUD a profité de cette Session plénière pour présenter son document de travail (discussion paper) sur les financements innovants (*Innovative Financing for Development : a New Model for Development Finance*).



Clôture

En clôture, le Secrétariat Permanent, par la voix de **M. Jean-Baptiste Mattéi (France)**, a félicité l'Espagne pour sa remarquable présidence et les avancées réalisées sous son autorité. Il a ensuite rappelé le caractère indissociable des trois missions du Groupe Pilote : plaidoyer, expertise et engagement diplomatique.

Il a invité l'ensemble des membres du Groupe à s'impliquer davantage dans ces trois missions, notamment en contribuant à la revue régulière des financements innovants existants, présentée lors de cette session. Rappelant les nouvelles adhésions au Groupe (PNUD et Secrétariat du Commonwealth) et les différents événements organisés depuis la dernière session plénière, il a souligné la percée de ce débat en G20 et l'implication personnelle du SGNU sur le sujet. Prenant appui sur les débats de la journée, il a enfin tracé plusieurs perspectives d'action qui font consensus au sein du Groupe :

1) l'importance de soutenir la mobilisation de l'Afrique et son appropriation de la question du financement du développement ; la conférence africaine sur les FID proposée par la Guinée pourrait être un pas décisif en ce sens ;

2) l'exploitation des nouvelles pistes d'expertise, notamment grâce aux conclusions du rapport sur la philanthropie privée mettant en avant le potentiel des contributions citoyennes ;

3) le renforcement de la représentation du Groupe Pilote dans les enceintes multilatérales et la nécessité de renforcer les liens avec les Nations Unies ;

4) le renforcement des activités du Groupe dans le financement de la lutte contre le changement climatique et la perspective d'un événement parallèle, organisé avec les Nations Unies, lors de la Conférence Rio + 20.

Après lecture et adoption de la Déclaration de Madrid (résumé de la présidence), le choix de la future présidence du Groupe a été reporté de quelques semaines.

Engagements et recommandations

- 1) Adoption, essai ou exploration par chaque pays membre d'un mécanisme de financement innovant dans l'année ;
- 2) Examen régulier des mécanismes de financement innovant mis en œuvre par les pays membres ;
- 3) Promotion des rapports d'experts préparés par le Groupe Pilote ;
- 4) Invitation des pays ayant mis en place une taxe sur les transactions financières à allouer une partie de son produit à la solidarité internationale et à considérer sérieusement l'organisation d'une conférence pour la promouvoir ;
- 5) Exploration des voies pour renforcer les liens entre les travaux du Groupe Pilote et des Nations Unies ;
- 6) Il a été décidé que le Groupe Pilote, en association avec les Nations Unies, organiserait un sommet parallèle à la conférence Rio+20. Le Groupe s'est félicité de l'organisation d'une « Conférence africaine sur les financements innovants », confiée à la Guinée.

